

# espagne

## Madrid : Quelques considérations sur les nouveautés de la vidéosurveillance à Vallekas

Des journalistes, des politiciens (de toutes sortes), des agences immobilières et des entreprises unissent leurs forces pour faire de Vallekas une zone contrôlée et militarisée par la police (en patrouille ou en civil), où la seule la logique est basée sur la consommation, où la spéculation capitaliste chasse les pauvres de leurs foyers. Les occupations et toutes les pratiques qui cherchent la subversion des relations de domination actuelles et menacent la normalité démocratique sont mises en échec. Ce processus, que certains ont appelé gentrification, bien que pour d'autres ce ne soit qu'un nouveau réajustement de la ville capitaliste et de ses quartiers selon les intérêts de l'État et du capitalisme, n'est pas unique ou spécifique à Vallekas. à des rythmes différents. Le processus de spéculation capitaliste expérimenté à Malasaña, Lavapiés, Tetuán, Carabanchel et Vallekas conjugue deux intérêts importants : celui strictement économique via la spéculation immobilière, et le contrôle social par le renforcement de la présence des sbirres de l'État et l'utilisation de la technique et de la technologie au service des intérêts du pouvoir.

Une autre question qui ne devrait pas passer inaperçue est l'accent mis sur les gangs de narcos. Tout d'abord, il faut souligner que le trafic de drogue n'est qu'un cadre pyramidal international qui implique non seulement les entrepreneurs sans visage étiquetés « narcos », mais aussi les services de police, les gouvernements, les politiciens ... En raison de leur nature illégale, les marchés internationaux fortement pénétrés par des rythmes capitalistes les plus violents, qui laissent derrière eux d'innombrables processus et niveaux d'exploitation dans sa chaîne de production et de distribution.

Ce contexte général du marché de la drogue a néanmoins ses propres caractéristiques à Vallekas où il est utilisé comme bouc émissaire (ou argument fallacieux ? ndT) par les médias pour justifier la répression et la spéculation. Ce processus de légitimation des forces répressives est toujours présent, Etat qui nous soumet, et trouve dans un quartier comme Vallekas une merveilleuse accroche avec la question de la drogue. Dans la mémoire collective du quartier il y a les années d'héroïne, la génération perdue et les ravages qu'elle a causés parmi les enfants des classes laborieuses. Ce fait ne peut jamais être séparé du contexte dans lequel il a eu lieu : un État espagnol sur le train européen, pendant les années de l'implantation du nouveau régime démocratique, avec une conversion industrielle féroce qui a conduit à la ruine et la misère de millions de gens. La drogue a joué un rôle clé en tant qu'outil de contrôle social contre une génération qui a été contrainte à la misère. Par conséquent, l'implication de la police et des dirigeants politiques dans tout l'État dans le trafic de drogue ne devrait pas être surprenante. Loin d'être une exception, c'est une pratique normalisée, bien établie dans les forces policières du monde entier. Le démantèlement définitif du

mouvement ouvrier, le rôle du syndicalisme dans le nouveau capitalisme conciliant et démocratique et le renforcement des mécanismes de pacification et d'intégration sociale ont fait le reste.

L'Etat sait toucher les cordes sensibles, gérer les peurs et construire un concept de sécurité en fonction de ses intérêts de contrôle et de domination. Et si en cours de route, il est possible de virer le squat, une pratique d'action directe qui met en échec l'un des piliers du capitalisme, la propriété privée, alors allons-y.

L'idée est de mettre l'accent ailleurs que sur l'exploitation quotidienne à laquelle nous sommes soumis. Pour que nous ne détestions pas notre patron qui nous vole nos vies dans ce qu'ils appellent le travail, de sorte que nous soyons soumis à l'esclavage salarié avec la menace du chômage et de la pauvreté comme seules alternatives. Persécutant d'autres personnes exploitées, comme nous, à cause de leur statut de migrant, dans les contrôles racistes à l'entrée du métro, ou alors ils meurent abattus et noyés par des balles en caoutchouc dans le détroit. Leurs guerres, leurs armées, leurs drapeaux. Alors que nos vies sont dominées par l'obéissance, par la délégation des politiciens professionnels, en votant de temps en temps. Alors que les prisons et les postes de police continuent à voler des vies à cause de la misère que le système génère. Alors que nous devenons complètement dépossédés de nos capacités et que notre autonomie déjà diminuée est de plus en plus réduite. La destruction du territoire et de la terre. Alors que nous oublions tout et que notre seul problème soit les gangs de narcos et la solution ... la solution qui nous est donnée l'Etat et ses institutions, leurs représentants, leurs porte-parole et leurs laquais.

Sachant tout cela, nous avons des armes très claires que nous pouvons utiliser. Action directe contre leurs caméras et la police. Action directe contre leurs représentants politiques, appelés Partido Popular [2] ou Ahora Madrid. La guerre contre les mafias qui tirent profit sur la mort et un moyen de contrôle comme la drogue ne peuvent jamais oublier la guerre contre l'Etat, car elles sont deux façons de faire la même chose : générer un contrôle et une soumission, leur confrontation apparente n'est que monopole sur la violence. Créer des points de rupture, des brèches et des confrontations contre les projets de restructuration capitalistes à travers la mise en œuvre de la solidarité et de l'entraide mutuelle. Passer à l'action ici et maintenant, sans demander la permission de personne ou le wating pour n'importe qui.

**Guerre au contrôle social !**

**Vive l'anarchie !**

*Des anarchistes de Vallekas.*

[Traduit de [Contramadriz](#) par [Article 13.](#)]

**france**

## **Appel à soutien à l'artiste russe Piotr Pavlenski en détention depuis le 16 octobre pour avoir embrasé la banque de France**

[1er arrondissement](#) | [banques - argent](#) | [procès](#) | [arts](#) | [action directe](#)

Dans la nuit du dimanche 15 octobre au lundi 16 octobre, [l'artiste Piotr Pavlenski et une seconde personne ont incendié la devanture d'un bâtiment de la Banque de France située sur la place de la Bastille](#).

Son audience en appel a lieu ce jeudi 22 février à 14h. Sa femme appelle à venir le soutenir lors de l'audience.

Suite à l'action déjà relaté dans cet article sur [Paris Luttes](#) Piotr Pavlenski est toujours en détention provisoire depuis le 16 octobre 2017.

**Ce texte est un message d'Oxana, l'épouse de Piotr Pavlenski :**

Le 22 février à 14h aura lieu l'audience en appel de la prolongation de la détention de l'artiste Piotr Pavlenski, qui est emprisonné depuis le 16 octobre 2017 suite à l'action Eclairage, réalisée devant la banque de France.

Depuis le début de la procédure, les audiences ont lieu à huis-clos. La justice française enfreint le principe de transparence et ne nous permet pas de voir comment est rendue la justice.

Le 9 février, Piotr Pavlenski a entamé une grève de la faim et de la soif en signe de protestation contre le non-respect du principe de glasnost (transparence).

Aujourd'hui, il en est au dixième jour, son état de santé est dégradé, mais il est prêt à aller jusqu'au bout pour que le l'on ne prive pas de voix le justiciable français.

**Je vous demande à tous de venir apporter votre soutien à l'artiste le 22 février à 14h, au Palais de Justice, île de la cité, à Paris.**

## **Grenoble, France : Rencontre fracassante entre quelques silhouettes noires et une agence immobilière**

**Defoncia**

**Centre ville, dans la nuit du 19 février, quelques silhouettes noires et une agence immobilière font une rencontre fracassante. Pour les premières c'est une courte aventure, pour l'autre, la fin d'une longue devanture. Un tague sur un mur, le trottoir couvert de bris, retour au calme dans la nuit.**

On s'est demandé un soir ce qu'on voulait sauver de cette vie, tout est rentré sur un petit bout de papier. Malgré la rareté de ce qu'on y avait consigné, on savait bien bien qu'on avait pas les moyens

de l'empêcher de crever. Sans espoir, on s'est dit que ça valait plutôt le coup d'attaquer tout ce qui ne figurait pas sur ce papier.

Pas de grief particulier, donc, à adresser à cette agence temporairement endommagée. Comme d'autres, qu'elles soient bancaires, matrimoniales, d'intérim, d'assurance ou de voyage ... on aimerait toutes les voir tomber. Ça n'arrivera hélas pas mais on se lève quand même pour frapper dans le tas. L'impossible victoire n'est il pas le plus beau des combats ?

On cherche pas la gloire, juste un exutoire à cette colère qui nous habite matin et soir. Conscient.e.s que nos forces sont dérisoires, on est fier.e.s d'être parfois des silhouettes noires.

[Publié sur indymedia grenoble, lundi 19 février 2018]

repris de [sans attendredemain](#)

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## Quelques actes de révolte depuis des lieux d'enfermement

### **Prison de Fleury-Mérogis : Deux matons reçoivent ce qu'ils méritent**

*Le Parisien / mercredi 21 février 2018*

Un surveillant a été gravement blessé au visage par une lame ce mercredi à la prison de Fleury-Mérogis. Mardi, un autre surveillant avait été étranglé dans la plus grande maison d'arrêt d'Europe. [...]

Mardi, vers 14 heures, au bâtiment D3, un surveillant a été étranglé par un détenu. Le fonctionnaire venait lui annoncer son parloir. Sans raison ni tension préalable, le pensionnaire de la maison d'arrêt a saisi l'agent à la gorge en se jetant sur lui et a resserré son étreinte jusqu'à faire chanceler le surveillant. Tout de suite, l'alarme a été déclenchée et ce sont des collègues de la victime, arrivés en renfort, qui ont mis fin à cette attaque.

Ce mercredi, toujours au bâtiment D3, à l'ouverture de sa cellule, un détenu avance calmement, puis, arrivé à hauteur d'un personnel pénitentiaire, lui porte un coup de lame au visage, le coupant profondément de la tempe au menton. La victime a été conduite en urgence à l'hôpital. [...]

Les syndicats appellent au blocage de l'établissement dès 6 heures ce jeudi. [...]

\*\*\*\*\*

### **Evry : Il met le feu à la cellule du tribunal et de l'hôpital**

*Le Parisien / mercredi 21 février 2018*

Il se présentait à l'audience correctionnelle ce mardi au tribunal d'Evry pour s'être évadé de son centre de semi-liberté. Détenu en attendant de comparaître, Marouane, 23 ans, patientait au « petit dépôt », ces cellules situées dans les entrailles du tribunal. Profitant que son escorte ne le regardait pas, **vers 13 heures, le jeune homme a mis le feu à ses vêtements. La fumée a immédiatement envahi cet espace clôt.** Plusieurs autres détenus ont été évacués vers d'autres salles d'attente. «

Cela n'a pas perturbé l'audience », indique une source interne au tribunal.

Marouane, pas blessé mais légèrement intoxiqué par les fumées, **a été transféré vers le centre hospitalier Sud-Francilien de Corbeil-Essonnes. Et, dans la nuit, il a cette fois incendié sa chambre sécurisée à l'hôpital, causant de légers dommages.** « Il avait pourtant été fouillé par l'administration pénitentiaire », indique une source proche de l'enquête.

\*\*\*\*\*

## **Draveil (Essonne) : Au foyer on fait la fête... aux keufs**

*Le Parisien / mardi 20 février 2018*

Des pensionnaires d'un foyer pour mineurs ont organisé une soirée alcoolisée au sein de l'établissement dans la nuit de lundi à mardi. La tension est montée à tel point que les éducateurs ont appelé la police. Cinq jeunes ont été interpellés.

Il est un peu plus de minuit au foyer d'action éducative de Draveil, dans la nuit de lundi à ce mardi. Plusieurs pensionnaires de ce centre pour mineurs placés par la justice en raison de leurs délits se sont enfermés dans une chambre et ont bloqué des accès de l'établissement. Ils s'organisent une soirée alcoolisée, insultent et menacent de mort les deux éducatrices.

Appelés pour rétablir l'ordre, les policiers arrivent sur place vers 1 heure. Les éducatrices essaient de leur ouvrir les portes du foyer judiciaire, mais les jeunes tentent de les en empêcher. Les fonctionnaires parviennent quand même à pénétrer dans la structure qui a été créée en 1972 et compte 12 places.

**Là, ils font face à un groupe déterminé, prêt à en découdre.** « Ils se sont mis en garde », indique un témoin. **L'un des mineurs met un coup au visage d'un des policiers. Un autre s'empare d'un radiateur et tente de le jeter sur les agents. Un troisième mord le doigt d'un fonctionnaire et lui crache dessus.** Cinq jeunes âgés de 16 à 17 ans sont finalement interpellés après usage du pistolet à impulsion électrique. Ils ont été placés en garde à vue.

« Les deux éducatrices ont été vues par un cadre dans les minutes suivantes, indique-t-on au sein de cet établissement spécialisé. Elles n'ont pas été blessées, mais ont été très choquées. »

Les deux employées n'ont pas cessé leur service pour autant. « Mais elles bénéficieront d'un soutien psychologique qui sera mis à leur disposition, reprend la direction de la structure. Ce sont de grandes professionnelles qui ont été jusqu'au bout de leur mission, avant de laisser les policiers prendre le relais. »

Malgré un public « difficile », les incidents au sein du foyer restent marginaux. En 2017, les forces de l'ordre sont intervenues à trois reprises seulement au 32, avenue Bellevue. [...]

### **Les attaques sur les forces de l'ordre en constante hausse**

En 2017, les agressions sur les policiers ont augmenté de 23 % par rapport à 2016. 835 attaques ont été recensées l'année passée en Essonne. Et 2018 démarre sur les mêmes bases. La rixe ayant opposé les fonctionnaires et des jeunes délinquants placés en foyer à Draveil mardi n'est pas un cas isolé. Au moins dix autres graves événements de ce type sont survenus en moins de deux mois :

Le 3 janvier, à Ris-Orangis, le pare-brise de la voiture de la police municipale est brisé par des projectiles. Le 8 janvier, à Corbeil-Essonnes, après un accident de la route, les policiers viennent gérer le trafic routier, ils sont caillassés. Un agent a la cheville fracturée par un pavé. Puis le 11 janvier, une pluie de projectiles s'abat sur une patrouille à Etampes.

Le 12 janvier, les rappers du groupe MGZ foncent sur un véhicule de la police municipale à Crosne. Ce même soir, à Brunoy, après avoir volé un utilitaire, un homme fonce sur une voiture de police qui lui faisait barrage. Deux fonctionnaires sont blessés. Le 13 janvier, les policiers sont attaqués à l'extincteur à Sainte-Geneviève-des-Bois puis caillassés. Le même jour, dix jeunes caillassent une voiture de police aux Tarterêts. Le 24 janvier à Corbeil, deux agents sont tabassés dans les étages d'un immeuble après avoir poursuivi des squatteurs de hall.

Le 1er février, sans raison, un homme tire sur les policiers à la gare de Vigneux-sur-Seine. Le 13 février, à Montgeron, un homme qui transportait du cannabis fonce délibérément sur une voiture de police qui était en travers de la route, avant de prendre la N 6 à contresens.

## **BURE: Expulsion en cours du Bois Lejuc**



**opé d'expulsion à Bure**





**solidarité sur la D281 #ZAD #NDDL**

**EXPULSION EN COURS**

**APPEL A RASSEMBLEMENT DEVANT LES PREFECTURES CE SOIR À 18H,**

**APPEL A CONVERGER VERS BURE POUR CEUX QUI PEUVENT**

**FIL INFO**

**19h19** La plupart des personnes embarquées pour vérifications d'identité sont sorties

**16h09** Les gendarmes ont quitté la maison et le village. Les opposant.e.s réinvestissent les lieux.

**15h30 BILAN :** Interpellations toujours en cours à la maison. Au moins 14 personnes ont été emmenées dans différents commissariats pour vérification d'identité. 5 d'entre elles sont sorties. 5 personnes ont été emmenées en garde à vue et n'en sont pas encore sorties.

**15h23** Une personne est ressortie du commissariat de Ligny là où elle avait été emmenée pour contrôle d'identité

**14h12** 3 personnes de plus embarquées de la maison à priori pour vérification d'identité. Possiblement une quatrième

**14h10** 2 personnes de plus embarquées de la maison sans qu'on en connaisse la raison

**13h42** 4 personnes de plus embarquées de la maison sans qu'on en connaisse la raison

**13h37** 1 personne de plus embarquée de la maison pour vérification d'identité. Cette personne avait été emmenée à Ligny quelques heures avant pour vérification d'identité et en était ressortie.

**13h43** Des personnes sortent régulièrement par une ou deux de la maison, et sont emmenées par les gendarmes en vérification d'identité

**13h26** Deux personnes ressortent du commissariat où elles ont été emmenées pour vérifications d'identités

**13h25** 3 personnes sont emmenées pour vérification d'identité aux alentours de la maison

**13h13** Les opposant.e.s qui s'étaient barricadé.e.s sont conduit.e.s dans différents commissariats pour vérification d'identité.

**12h40** Deux personnes sont emmenées en garde à vue pour outrage.

Bilan actuel : 5 personnes en garde à vue, et 5 autres emmenées pour vérification d'identité.

Des copain-e-s sont toujours sur la mezzanine au niveau du dortoir et du freeshop.

**12h19** Des personnes sont emmenées dans le jardin et sont arrêtées.

**12h05** Une personne est mise en garde à vue dans la maison.

**11h29** Une dizaine de personnes attendant à l'extérieur en soutien.

**11h16** Les flics forcent les portes de la maison et rentrent pour flagrance de violence caractérisée.

Les opposant.e.s sont barricadé.e.s sur la mezzanine.

**10h35** Les flics veulent rentrer dans la maison, font des sommations.

**10h19** Les flics chargent dans la rue de la Résistance.

**10h10** 3 fourgons, une dizaine de GM en ligne dans la rue de la Maison, avec flashball.

**9h45** Des flics sont entrés dans le jardin de la Maison de Résistance. Ils ont encerclé trois personnes dans le jardin, et les ont laissées passer au bout de 10 minutes.

**9h30 (InfoTraFlics)** Aucun barrage en cours, les routes pour arriver jusqu'à Bure sont ouvertes.

Réquisition pour fouiller les véhicules et contrôler les identités des passagèr.es.

**9h20** Drone au dessus de la Maison de la Résistance.

Expulsion en cours du Grand Chêne.

**9h00** À la barricade nord : A priori la moitié des personnes à la barricade Nord auraient été interpellées, 4 dont on n'a pas de nouvelles et le reste aurait pu repartir avec vérification d'identité.

La totalité des gents présentes à la vigie sud-est également. Il n'y a pour l'instant pas de nouvelles de la vigie sud. Une partie des personnes a pu se replier en sécurité.

Plusieurs personnes résistent actuellement dans les arbres, une vingtaine de flics tout en bas.

Sur le chemin du Chauffour une dizaine de personne est encerclée.

**8h10** Les flics commencent à détruire la barricade Sud. Deux bulldozers dans la forêt.

**8h00** Les flics commencent à démonter la vigie Sud.

**7h35** Réquisitions pour fouilles des véhicules et contrôles des passagers à Cirfontaines. Les seules routes bloquées sont celles qui mènent directement à la forêt (Ribeaucourt/Nord, Mandres/Sud).

Un hélicoptère tourne en permanence, voitures banalisées à Bure.



**7h05** Deux camions au Chauffour, sur la route entre la maison et le bois. des flics entre Ribeaucourt et Nord. Pas de contrôles depuis Mandres, mais la route vers la forêt bloquée par deux fourgons de GM.

**6h35** Ils embarquent des gens

**6h15** 15 camions de GM passent. Les GM rentrent par les vigies sud, sud-est, nord

<https://vmc.camp/2018/02/22/alerte-expulsion/>

---

## **ACTUALISATION OPÉRATION D'EXPULSION DU BOIS LEJUC**

L'expulsion du bois se poursuit.

À la barricade nord : A priori la moitié des personnes à la barricade Nord auraient été interpellées, 4 dont on n'a pas de nouvelles et le reste aurait pu repartir avec vérification d'identité.

la totalité des gentes présentes à la vigie sud-est également. Il n'y a pour l'instant pas de nouvelles de la vigie sud. Une partie des personnes a pu se replier en sécurité.

Plusieurs personnes résistent actuellement dans les arbres, une vingtaine de flics tout en bas.

Sur le chemin du Chauffour une dizaine de personne est encerclée.

À 08h15 camions militaires et bulldozers ont commencé à rentrer par la vigie sud pour détruire les installations.

À 08H30 site vmc.camp inaccessible. Nous travaillons dessus et vous tiendrons au courant par tous les réseaux d'informations. Relai sur [manif-est.info](http://manif-est.info) en attendant.

## **RÉSISTER**

L'Etat a clairement choisi d'adresser un signal très fort partout en France et ailleurs pour démultiplier la résistance, en choisissant le passage en force. Alors que la trêve hivernale n'est pas terminée. Alors que l'Andra ne pourra commencer aucun travaux dans le bois du fait de la période de nidification à partir du 15 mars. Alors qu'un sac de noeuds de recours juridiques et administratives ligote encore l'éboueur de l'atome : recours administratif contre la propriété de l'Andra suite à l'échange municipal du bois du 18 mai 2017 ; nécessité d'évaluation environnementale prescrite par l'Autorité Environnementale en octobre 2017, etc l'Agence ne peut pas commencer ses travaux préparatoires comme ça.. L'Etat répond par une opération d'expulsion surprise, avec un gros dispositif, avec une propagande médiatique savamment huilée sur tous les fronts dès le petit matin.

Le 20 septembre lors de la perquisition sur les différents lieux de vie à Bure des dizaines de rassemblements avaient fleuri partout en France, et des comités de lutte s'étaient créé dans la foulée. Nous devons maintenant continuer de nous organiser sur place et partout en France.

Plus que jamais Bure doit être partout, faire partie de nous, nous devons être des milliers maintenant à nous lever contre l'horreur nucléaire et l'atomisation qu'iels nous préparent, et réagir.

APPEL À S'ORGANISER POUR DES RASSEMBLEMENT PARTOUT EN FRANCE À 18h

APPEL À CRÉER MASSIVEMENT DES COMITÉS DE LUTTE PARTOUT

APPEL À CONVERGER À BURE POUR CELLES ET CEUX QUI PEUVENT

Listes des rassemblements déjà prévus en France et ailleurs :

- À Bar-le-Duc à 18h, rendez-vous devant la Préfecture

- Plus d'infos à venir.

Merci d'envoyer les infos à burepartout at [riseup.net](http://riseup.net) et sauvonslaforet at [riseup.net](http://riseup.net) pour coordonner l'organisation de la résistance, informer sur l'organisation des rassemblements ! Plus d'infos bientôt !

Suivi sur vmc.camp (crashé pour l'instant) / [burestop.eu](http://burestop.eu) / et surtout : <https://manif-est.info/Expulsion-en-cours-au-bois-Lejuc-416.html?lang=fr>

On ne nous atomisera jamais ! Que Bure vive partout !

Tel presse : 07 53 54 07 31

À FAIRE TOURNER MASSIVEMENT !

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## **Évacuation des opposant·es au projet d'enfouissement de Bure.** **Rassemblement ce jeudi soir devant la préfecture de Lyon**

Expulsion en cours à Bure, appel à rassemblement devant les préfectures ce soir à 18h. Appel à converger vers Bure pour celles et ceux qui le peuvent.

Expulsion en cours à Bure, appel à rassemblement devant les préfectures ce soir à 18h. Appel à converger vers Bure pour celles et ceux qui le peuvent. (Suivi en direct sur [Manif-Est](#) et [VMC.camp](#), infos mises à jour dans cet article)

- 16h10 - Les gendarmes ont quitté la maison et le village. Les opposant.e.s réinvestissent les lieux.
- 15h30 - Interpellations toujours en cours à la maison. Au moins 14 personnes ont été emmenées dans différents commissariats pour vérification d'identité. 5 d'entre elles sont sorties. 5 personnes ont été emmenées en garde à vue et n'en sont pas encore sorties.

Après l'abandon de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le gouvernement n'entend visiblement pas arrêter de réprimer les militant·es qui s'opposent aux grands projets inutiles. Gérard Collomb, ministre de l'intérieur, a annoncé ce matin (22 février) qu'il s'attaquait au dossier du centre d'enfouissement de déchets nucléaires Cigéo à Bure (Meuse).

Gérard Collomb a annoncé le début de l'opération d'évacuation des opposants au projet Gigéo. La méthode est étonnante puisque c'est par un tweet publié à 6h27 ce jeudi 22 février que le ministre de l'intérieur a fait son annonce.

**Voici le témoignage d'un « hibou », recueilli au téléphone à 8 h par Reporterre :**

« Ce matin, j'ai reçu un appel, et au même moment, j'ai vu de la lumière venir du sol. Je pensais que c'était des copains, et puis c'était les gardes mobiles au pied de l'arbre, à 6 h 30. Ils avaient des Maglight, des lampes très puissantes. Ils exploraient la forêt, les chemins tout autour, ils ont sécurisé la zone, comptaient le nombre de barricades, qui sont innombrables.

On est deux, dans le Grand Chêne, dans une cabane à 25 mètres de hauteur. On a relevé les cordes. Là, une équipe de cinq gendarmes mobiles sont au pied de l'arbre. Un hélicoptère tourne non stop. Je vois onze gardes mobiles, sans casque, qui nous surveillent et commentent ce qu'on fait, on les entend. Ils se cachent quand on prend des photos. Je vois aussi deux personnes gradées qui viennent d'arriver. Là, les gendarmes sont en train d'installer une caméra, pour nous filmer.

Il y a sept cabanes comme la nôtre dans le bois. »

**Nous avons recueilli aussi les propos de « Sylvain », un habitant proche de Bure :**

« C'est une surprise totale : on n'attendait pas d'expulsion avant la fin de la trêve hivernale. L'Andra ne peut lancer aucun chantier alors qu'on est en période de nidification des oiseaux, et il faut faire une étude d'impact avant tout nouveau défrichement. Et tous les recours ne sont pas épuisés.

Ce qui se passe est en totale contradiction avec ce qu'a dit Nicolas Hulot à l'Assemblée nationale il y a quelques mois : il ne voulait pas de brutalité et il voulait de la concertation. On devait voir Sébastien Lecornu (secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Transition écologique) vendredi !

On peut faire le parallèle avec Sivens : ils expulsent alors qu'on ne sait pas quelle est la situation juridique, puisque tous les recours ne sont pas épuisés. »

**Les occupant·es et leurs soutiens appellent à se rendre le plus rapidement possible à Bure et à se rassembler ce soir, jeudi 22 février, devant toutes les préfectures de France.**

**Communiqué de quelques hiboux – Appel à résistance, rassemblements, création de comités partout !**

Ce matin à 6h15 a débuté l'expulsion du Bois Lejuc par 500 gendarmes avec grand renfort de communication de la part du Ministère de l'Intérieur, et les chaînes d'infos en continu branchées sur

les images sensationnelles de blindés militaires massés près de ce bois, de cabanes envahies au petit matin, de gendarmes en cagoule munis de tronçonneuse et caméras embarquées...

L'opération, censée mettre à exécution une décision d'expulsabilité rendue l'année passée par le Tribunal de grande instance de Bar-le-Duc, intervient avant l'épuisement des recours juridiques (notamment sur la propriété de l'Andra sur le bois) et avant la fin de la trêve hivernale alors que plusieurs structures d'habitation et d'occupation avaient été installées aux abords et au coeur de la forêt. Alors même également que l'EODRA (association des élus opposés à l'enfouissement) avait domicilié en janvier son siège social dans la forêt. L'Andra ne pourra légalement commencer aucun de ses travaux dans le bois : l'Autorité Environnementale a prescrit en octobre 2017 à l'Andra la réalisation d'une évaluation environnementale avant tous travaux préparatoire, la période de nidification à la mi-mars empêche tous travaux, et l'Andra n'a pas d'autorisation de défrichement.

Comme en 2012 à Notre-Dame-des-Landes, les bulldozers suivent immédiatement les gendarmes, on rase au plus vite les lieux de vie sans laisser le temps de récupérer tous les effets personnels. Déjà suite à une première expulsion du bois en juillet 2016 les machines de l'Andra avaient défriché illégalement une partie conséquente des arbres avant que l'opposition ne réinvestisse et ne réoccupe la forêt à la mi-août 2016.

À cette heure, des arbres restent occupés par plusieurs hiboux. Une vingtaine de gendarmes mobiles sont en bas. Plusieurs personnes ont été interpellées lors de l'opération, ou sont encerclées sur des chemins menant à la forêt, de multiples vérifications d'identité ont eu lieu. Au moins une personne a été placée en garde à vue.

### **Résister partout**

Cette expulsion entérinée par le gouvernement Macron intervient dans un contexte de durcissement dramatique du contexte social à l'encontre du monde du travail, des étudiants, des migrant-e-s, etc. C'est la mise en place d'un modèle industriel et social à l'américaine qui précarise, piétine allègrement l'environnement et les populations et s'impose par la force et l'intransigeance. Le président Macron marche dans les pas de Margaret Thatcher : tolérance zéro, le message est clair.

Cette opération foudroyante est avant tout une manoeuvre politique à la mise en scène minutieusement orchestrée pour empêcher que l'abandon de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ne galvanise la résistance partout en France. Une opération pour tenter d'enrayer tout le soutien national qui s'organise peu à peu, avec comme symbole une petite maisonnette créée par le comité de soutien de Dijon qui devait être installée dans la semaine, la première cabane d'un comité de soutien. Dans les mots décharnés de la Préfète, c'est "un projet de construction en dur manifestant la volonté des opposants de s'installer durablement". Nous disons que c'est un mauvais pari. Nous sommes déjà installé-e-s durablement, dans la forêt et partout autour dans les villages que nous habitons, mais aussi partout ailleurs en France où chaque opération de police multiplie les soutiens. Ce matin l'Etat a choisi d'envoyer un signal très fort qui nous confirme que la résistance doit continuer de s'organiser partout en France et au-delà et que Cigéo est un point crucial dans la pérennité d'une industrie nucléaire qui s'impose par la force sous couvert de concertation.

Lorsque nous avons commencé à occuper le bois Lejuc en juin 2016 nous n'aurions jamais imaginé que nous y serions 1 an et demi plus tard, que l'Andra devrait reculer, que des dizaines de comités se créeraient partout en France. Les ministres auront beau jouer le traditionnel jeu de la dissociation sur BFM entre les "méchants cagoulés" à nettoyer d'urgence et l'opposition citoyenne pacifique, ce discours n'a jamais pris à Bure où nous luttons dans mouvement protéiforme et complémentaire. Tous les médias parlent de la "ZAD de Bure", pour mieux créer le parallèle avec NDDL dans l'esprit des gens. Nous avons toujours dit que s'il y avait une ZAD à Bure, c'était celle de tout un territoire, partout, parce que l'horreur atomique et le rouleau compresseur étatique qui la sous-tend ne connaissent pas de frontières quand il s'agit de broyer les existences des gentes et leurs territoires de vie au nom du profit et du contrôle.

La pornographie policière et médiatique des images de destruction et la mise en scène du "retour à l'Etat de droit" ne satureront pas nos têtes et nos coeurs, ne recouvrira pas tout ce qui s'est vécu depuis des années à Bure et tout autour, et ce qui va se vivre dans les années à venir. Expulser le bois Lejuc ce matin, c'est taper et attaquer partout toutes celles et ceux qui sont venu.es sur place par milliers dans les années passées et portent déjà en elleux partout, un morceau de Bure.

Chaque attaque nous renforce dans notre détermination, on ne nous atomisera jamais !

Alors que nous écrivons ce communiqué à 10h30, les gendarmes sont en train de charger dans les rues à Bure et tentent de rentrer dans la Maison de résistance. **RÉSISTANCE.**

## **Besançon, France : Une lame sous la veste et la rage au ventre**

...

J'me baladais dans les p'tites rues, à la recherche de gros vendus qui chaque jour se font d'la thune sur l'dos des détenu.e.s... »

Ce petit air de chanson populaire, je l'ai fredonné en rentrant de balade, content.e du sabotage accompli de quelques rouages de l'enfermement. Une multitude d'entreprises financent, conçoivent et construisent les structures de la répression, qu'il s'agissent de maisons d'arrêt ou de centres de rétention, ou bien des nouveaux locaux du Ministère de l'Intérieur.

**Au petit matin du 22 février, quelques véhicules d'entreprises sont restés immobilisés, après s'être fait crever les pneus. Parmi eux, il y avait:**

► 2 voitures de *Engie*: GEPSA, filiale de Cofely GDF-Suez, aujourd'hui Engie, s'enrichit en enfermant des milliers de personnes, avec ou sans-papiers, en France comme en Italie. Elle gère donc des dizaines de prisons et centres de rétention, s'occupe notamment de la logistique de la détention: manutention générale et des systèmes électriques, hydrauliques et thermiques, nettoyage des bâtiments, informatique, nettoyage des espaces verts, nourriture, transport et linge des détenus, restauration du personnel pénitentiaire...

- ▶ 1 voiture de *Vinci construction*: ce constructeur ne se limite pas qu'à bétonner la terre, nécessaire au bon fonctionnement du capital, il construit aussi de multiples prisons et centres de rétention.
- ▶ 1 voiture de *La Poste*: que ce soit pour sa collaboration à l'expulsion des personnes sans papiers ou plus récemment, pour ses nouveaux services aux communes afin d'identifier petits délits et dégradations (tags, dégradation du mobilier urbain...). Via leurs smartphones directement reliés aux flics municipaux et services de la mairie, les facteur-ices seront en mesure de relever et dénoncer ces « infractions et inciviltés ». Derrière la volonté de faire de la ville un endroit toujours plus aseptisé, c'est aussi un moyen de rendre les actes de délations toujours plus acceptables et de faire de chaque personne un flic potentiel. Une fois de plus les smartphones ne sont pas de simples objets d'abrutissement mais sont à l'évidence de nouveaux outils du contrôle que ce soit dans les manif ou dans la vie sociale et amoureuse (géolocalisation, réseaux sociaux). Ces dernières années, La Poste a également financé la construction des nouveaux bureaux du Ministère de l'Intérieur dans le nord-est de Paris.

Seul.e, dans les rues froides et désertes, une lame sous la veste et la rage au ventre, le colosse carcéral devient si fragile...

[Publié sur indymedia grenoble]

## **Strasbourg, France : La cathédrale prend la parole**

**Dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 février, la cathédrale de Strasbourg a été taguée du slogan: « NI DIEU NI MAITRE ».**

Selon 20 minutes, du sable a été utilisé pour le nettoyage de ces deux tags réalisés sur une des portes principales et sur un mur situé à proximité, sur le côté gauche. Mais le lavage ne sera complètement terminé qu'à l'issue de l'hiver – à la faveur de températures plus douces – en utilisant de l'eau, car **de l'encre a pénétré dans la pierre (en grès)**. Les tags sur les cathédrales semblent être un véritable casse-tête pour les autorités. On se souvient de [ceux qui avaient souillé la cathédrale St-Jean à Besançon l'été dernier](#): les services de nettoyage de la mairie avaient pris près de trois semaines pour enlever proprement les inscriptions. A Strasbourg comme à Besançon, ces lieux accueillent principalement des touristes, ce qui explique le soin porté aux façades par les municipalités.

La mairie de Strasbourg a annoncé que l'Etat portera plainte pour « dégradations ».



## **Publication : Ni Ecole Ni Sélection : Feu aux prisons !**

**L'école, cette prison pour mineurs va encore avoir le droit à ses réformes, nous pensons essentiels de construire une critique radicale de l'école face aux discours réformistes et parlementaristes qui émergent dans nos lycées et nos facs.**

L'école est l'appareil étatique qui se charge de dresser, museler et tuer l'individualité et les solidarités. On nous enferme, durant des heures, des jours et des années dans ces obscures salles qui ne laissent que peu de place à la lumière de nos révoltes. Tous les jours c'est le même bourrage de crâne, on nous gave de théorèmes, d'histoire nationale, de morale, dont personne ne comprend l'intérêt. Elle régule et gère notre vie, tous les jours on est forcé à se lever tôt, à manger à heure fixe, à ne pas sortir avant que l'on nous l'ait autorisé. L'école est une prison. L'école nous brise. Elle brise les solidarités en nous poussant à la compétition entre élèves alors que nous pourrions nous unir pour se débarrasser des profs et de l'administration.

On nous apprend à obéir, s'il on désobéi nous sommes punis. On nous apprend à travailler, s'il on pas de bonnes notes, les rappels à l'ordre et les sanctions tombent. On nous fiche, on nous encadre, on nous tue. Et après on veut nous faire croire que tout cela est essentiel, bon pour nous, que l'on souhaite que l'on réussisse, que l'on ait un travail, un avenir. Mais qu'est-ce que c'est que cette histoire de réussite et d'avenir ? Finir cadre, ouvrier, trimer 35h par semaine en s'abrutissant sur un ordinateur ou une machine. Être marié, avoir deux enfants, un 4x4 et une maison en banlieue ? Au diable tout cela ! Cette réussite est celle que la société veut nous donner, pas celle que nous voulons. Nous ne voulons d'ailleurs pas de réussite non plus, nous ne voulons ni d'« avenir » ni d'école. C'est pourquoi nous voulons brûler les écoles et tout ce qui nous pourri la vie. Cette loi de sélection pour l'université n'est que l'application logique du principe de contrôle et de sélection de l'Etat, que l'on trouve au travail, dans les transports en commun, dans la rue. Qui, dès la primaire nous oriente et nous gère en nous envoyant soit en SEGPA soit en classe « normale » de 6ème, qui en 3ème nous envoie vers le Pro ou le « Général » selon si nous lui serons plus utile dans l'une ou l'autre de ces



filères, qui nous redirige en fin de seconde selon « nos capacités et nos envies » dans une filière spécialisée. Le tri à la fac n'est donc pas une « loi ignoble de plus du gouvernement Macron », c'est la continuité de cette logique de sélection dans les études supérieures. On voudrait nous enfermer dans des boîtes alors que nous venons seulement de palper certains plaisirs de la vie, l'amour, la sexualité, le tabac, le fait d'avoir une pensée qui se construit... La démentielle entreprise de pourrissage de nos vies par l'Etat n'est donc pas qu'une histoire de sélection à la fac, mais une histoire d'Etat et de fac. C'est pourquoi nous voulons détruire, sous toutes leurs formes les prisons qui enferment nos rêves et nos désirs. Révoltons-nous contre les profs, contre les conseillers d'orientations, contre les surveillants, contre l'administration, contre tout ce qui veut nous gérer.

**Mort à l'école ! Mort aux prisons ! Mort aux frontières ! Vive la Révolte !!**

*Des élèves*

[Publié sur indymedia nantes, jeudi 22 février 2018]

## Montreuil, France : Plutôt casseur que promoteur

**Dans la nuit du 15 au 16 février, nous avons vandalisé à l'aide de marteaux et de peinture les vitrines de deux agences immobilières à Montreuil: l'une dans le quartier de Laboissière, l'autre Place de la Fraternité.**



Nous souhaitons nous en prendre, minimalement mais directement, à ceux qui spéculent et s'enrichissent sur le logement, qui transforment le besoin de se loger en un calvaire, dans cette ville où quotidiennement les pauvres et les indésirables sont jetés à la rue.

**Plutôt casseur que promoteur !**

[Publié sur indymedia nantes, jeudi 22 février 2018]

## Dossier prison #2 - #BalanceTonSurveillant

Nous sommes un collectif de détenus qui a trouvé un espace de parole. Pour de multiples raisons de sécurité, c'est la seule information que nous décidons de communiquer. Le type d'établissement, l'endroit de nos incarcérations, le contexte dans lequel nous nous exprimons, tout ceci restera secret. Dans la lignée d'Antonin Bernanos qui s'est récemment exprimé depuis Fleury, nous souhaitons nous aussi raconter notre quotidien. Épisode 2/3.

En ce début de Janvier 2018, nous avons constaté et subi la grève des surveillants pénitenciers. Nous avons suivi, comme vous tous, à la télévision, les revendications de nos bourreaux, se plaignant ici et là de l'insécurité et de la violence qu'ils subissent au quotidien. Pourtant, nous, nous avons l'impression que la violence qu'ils condamnent, c'est nous qui la subissons majoritairement.

Dans notre prison, les choses étaient plutôt calmes. Quelques motivés entretenaient le feu devant la grande porte d'entrée, et les autres attendaient à l'intérieur, nous laissant enfermés dans nos cellules. Les portes sont restées fermées, il n'y avait plus de sport, on ne sortait plus les poubelles, on ne pouvait plus cantiner, nos parloirs avaient du retard. Le point mort, pendant un mois. En réalité, dans un contexte de confort minimum, on s'habitue à quelques semaines pires que d'autres. Ce sur quoi nous voudrions insister, ce sont plutôt les provocations que certains d'entre nous ont subi pour faire en sorte que la situation dégénère. C'est comme s'il y avait une volonté de créer des incidents pour donner de la matière à des revendications. L'un d'entre nous s'est fait réveiller en pleine nuit par un crachat. On a expliqué à plusieurs d'entre nous que nos numéros de téléphone vers l'extérieur avaient été effacés administrativement et que nous devions refaire une demande. A un détenu, ils ont demandé la carte d'identité de son avocat pour pouvoir l'appeler, comme s'il se

baladait avec une photocopie dans sa poche. Des surveillants ont incité l'un d'entre nous à lancer un mouvement de blocage. Ils nous suppliaient presque de donner des justifications à leur mouvement. Dans leur logique, s'il y a preuve de danger, notamment de radicalisation de détenus, ils toucheront des primes.

Nous avons le sentiment d'avoir été pris en otage. Même si nous comprenons le droit de grève, nous ne comprenons pas pourquoi c'est nous qui avons subi celle-ci. La tribune médiatique qui a été donnée aux syndicats de surveillants ce mois passé nous donne envie de rétablir la balance, et de parler à notre tour de la violence que nous subissons quotidiennement, sous forme d'anecdotes sauvages.

Ce qui se passe en prison est à l'abri des regards, personne ne peut témoigner. Alors certains en profitent. La nuit, c'est déjà arrivé qu'après avoir picolé des mecs se lâchent sur un détenu. Ils l'étouffent, poussent la violence un peu plus loin, le souffle est coupé, tu ne peux pas faire grand-chose. L'un d'entre nous connaît bien la technique dite de l'avion, où un t'étrangle, et les autres prennent chacun un membre. Ils peuvent te déplacer comme ça ou juste se servir de cette technique pour finir par te passer les menottes. Une fois ils lui ont fait alors qu'il était nu, et l'ont trimballé dans les escaliers, laissant ses parties génitales taper chaque marche. Il y a beaucoup de suicides en prison aussi. Certains sont étranges, sortis de nulle part, et les familles ne peuvent pas voir les corps. Une fois l'un d'entre nous s'est insurgé sur un surveillant après un suicide douteux. Celui-ci a rétorqué « ça fera une place de plus ». Vous avez déjà entendu aussi aux informations que des détenus s'étaient immolés ? En réalité, certains protestent en mettant le feu à leurs cellules parce qu'une alarme prévient les surveillants. C'est une manière de manifester. Parfois, la protestation se transforme en drame, quand les surveillants laissent le temps passer avant de sortir le détenu de sa cellule. L'un d'entre nous encore, a connu un mec dans une prison. Il s'est battu avec un autre détenu, au point de l'envoyer à l'hôpital. Les matons lui ont fait croire pendant des jours qu'il l'avait tué, qu'il était mort à l'hôpital, ce qui n'était pas vrai. Mais le harcèlement a fonctionné, le mec en question s'est suicidé. Pour de vrai cette fois-ci. Certains d'entre nous, à cause de la raison de leurs incarcérations, sont victimes d'un traitement particulier. S'il y a eu violence envers un policier dans ton affaire, que tu sois jugé ou non, la peine sera plus difficile. C'est le cas pour l'un d'entre nous, qui s'est vu chuchoter à l'oreille pendant une fouille « les mecs comme toi ils ne devraient pas être en vie ». L'objectif est clair : lui faire perdre son calme pour avoir une excuse pour le frapper. Avec lui, les insultes n'ont pas fonctionné, alors ils l'ont mis au mitard (cellule vétuste isolée sans possibilité de sortir) pendant une semaine, juste après qu'un fou y ait passé une semaine à repeindre les murs de ses excréments.

Nous pouvons parler également des ERIS (Equipe Régionale d'Intervention et de Sécurité), les CRS des prisons. Dans certaines prisons, ils rentrent au hasard dans des cellules parfois, cassent tout, démontent tout, fouillent tout, marchent sur les draps, pendant que toi t'es à poil dans une cellule à côté, en attendant de pouvoir retourner dormir. Ce sont d'anciens surveillants formés par le RAID. Ils ont un truc à prouver. Pour nous, ce sont les ratés qui se prennent pour l'élite.

Parlons des transferts. Cela arrive souvent, comme ça, on te change de prison sans prévenir, sans dire où on t'emmène. Tout le long du voyage, tu as les entraves aux poignets et aux chevilles. Les

familles sont rarement prévenues, elles le découvrent quand c'est effectif. Toutes les affaires que tu as pu accumuler restent dans ta cellule, et très rarement on te les poste.

Attention, nous ne souhaitons pas faire d'amalgames. Tous les surveillants ne sont pas mauvais. Certains se confient, nous disent qu'ils se sentent dupés, qu'ils étaient venus travailler en espérant un aspect social qu'ils ne voient pas. Mais malgré tout, la solidarité qu'il y a entre eux rend le système carcéral inéluctablement violent pour nous.

Nous constatons amèrement que les peines s'accroissent, et qu'elles sont de plus en plus lourdes. Pourtant, une étude montre qu'après 8 ans d'incarcération, la prison devient inutile. Nous constatons également une transformation des logiques d'incarcération. Tout est de plus en plus fait pour réduire les déplacements des détenus à l'intérieur de l'établissement. On ne veut pas que nous nous épanouissions. Ici, nous n'avons plus le droit qu'à une promenade par jour. Aujourd'hui, on entend parler du système RESPECTO, un système de point comme le permis où au moindre écart on perd nos petits avantages.

Nous sommes poussés à être dociles, à accepter toutes les injustices, toutes les violences, puisque nous avons été privés du droit de contester, de nous plaindre, d'avoir des témoins. La prison, dans son essence même, ça déshumanise le détenu. Et de toute façon, si tu te rebelles un peu trop, il y a la piqûre en épée de Damoclès. Au motif d'une menace, réelle ou fictive, quand le détenu est soi-disant non-maîtrisable, le médecin vient et lui fait une piqûre de calmant. Ensuite, tu fais un petit tour à l'HP. On en a tous vu revenir après quelques semaines en bavant, comme des zombies, leurs esprits restés à l'hôpital.

**Être en prison c'est un peu comme si on nous considérait comme des malades, des malades de la société, qu'il faut soigner, à coup de violences et de frustrations, pour nous rendre dociles, pour nous faire renoncer à tout ce qui nous rend malade. L'allégorie n'en est presque pas une, quand on sait que les remises de peine sont beaucoup plus facilement consenties quand on accepte de prendre un traitement psychiatrique. Tous, on nous a incité à prendre des médicaments, des calmants, en nous expliquant que c'était bon pour notre dossier. Leur vision de la réinsertion, c'est de nous endormir, en espérant que ça nous soigne des maux sociaux qui posent problème à l'ordre établi. Vous connaissez George Orwell ?**

## **Nantes : La Banque Populaire reçoit la totale !**

*Breizh-info.com (site de fachos) / Mercredi 21 février 2018*

Les actes de vandalisme se multiplient à proximité immédiate du campus du Tertre, à Nantes. [...]

**Récemment, c'est l'agence de la Banque Populaire de l'Ouest du secteur qui a vu ses**

**distributeurs vandalisés, et des vitres cassées, et même des gouttes de sang retrouvées sans**

aucune revendication par ailleurs. « *Il est trop tôt pour se prononcer sur les auteurs éventuels, une enquête est en cours* », nous confie un membre de l'agence. [...]

## Besançon : Rassemblement de solidarité avec la lutte contre la poubelle nucléaire à Bure

*Contrainfo / Vendredi 23 février 2018*



Ce jeudi 22 février à Besançon, une vingtaine de personnes s'est rassemblée devant la préfecture en solidarité avec les Hiboux du Bois Lejuc, qui ont dû faire face à une invasion de gendarmes mobiles le matin-même.

Une banderole a été suspendue en face du bâtiment et quelques affiches collées un peu partout en ville. Des pancartes ont aussi été réalisées, afin de rappeler les conséquences mortelles du nucléaire et d'exprimer notre soutien aux ZAD qui fleurissent un peu partout.

Solidarité indéfectible avec la lutte contre la poubelle nucléaire, mais aussi avec les occupant.e.s de la forêt de Hambach en Rhénanie, qui luttent contre un énième projet d'empoisonnement de la terre, en l'occurrence contre une mine à charbon à ciel ouvert exploitée par RWE.

**Force et solidarité avec les 4 personnes encore en prison!**

## Avignon : La permanence d'un député LREM retournée en solidarité avec la lutte anti-nucléaire à Bure

*La Provence / Vendredi 23 février 2018*

**Des militants anti-nucléaire s'en sont pris ce jeudi soir aux locaux de la permanence parlementaire de Jean-François Cesarini [cf photo ci-contre, NdAtt.], député LREM de la première circonscription (Avignon-Morières), en marge d'une manifestation qui s'est déroulée peu avant devant la préfecture de Vaucluse.**

Une occupation décidée pour protester contre l'évacuation par les forces de l'ordre quelques heures plus tôt, du site d'enfouissement de déchets nucléaires de la Bure dans la Meuse. « *Ils étaient une quinzaine, passablement excités, ils nous ont dit : vos copains ont fait dégager la ZAD de Bure, eh bien vous n'avez qu'à dégager vous aussi !* » témoignait vendredi après-midi Damien Carrion, attaché parlementaire du député qui se trouvait sur les lieux, à Avignon.

« *J'ai refusé de bouger et ils ont jeté des dossiers à terre, un bureau a aussi été mis sans dessus dessous. C'était chaud...* » Le face à face aurait duré une trentaine de minutes au cours desquelles

Damien Corrion mais aussi Kader Guettaf, autre attaché parlementaire de Jean-François Cesarini ont aussi été bousculés.

Vendredi, le député annonçait sa ferme intention de déposer plainte. « *Je remercie Christophe Castaner et Jean Marie Girier pour leurs mots de soutien suite au vandalisme et aux violences qui se sont déroulés dans ma permanence parlementaire (...) L'extrême-gauche a les mêmes méthodes que l'extrême-droite, celles de ceux qui ne croient pas à la démocratie* » a commenté Jean-François Cesarini sur son mur Facebook.

## **Toulouse : Attaque des bureaux d'Enedis en solidarité avec les Hiboux du Bois Lejuc**

*Indymedia Nantes / Samedi 24 février 2018*

Jeudi 22 février, à l'aube, l'état décide de montrer les muscles et de déloger les dizaines de hiboux qui ont investi la forêt du bois Lejuc à Bure (Meuse). Après une « sortie de crise » pacifié sur la zad de Notre-Dame-Des-Landes pour le moins efficace ou les échos des chants de victoire résonnent encore, on envoie 500 gendarmes armées jusqu'au dents pour virer une poignée de personnes à l'autre bout de la France.

Afin de ne pas se laisser envahir par le sentiment d'impuissance que de tels matins apportent, nous nous voulions apporter un soutien concret aux compagnons là-haut.

**Ainsi durant la nuit quelques vitres d'Enedis (qui distribue l'énergie nucléaire dans toute la France et au-delà) sont parties en éclat, à Toulouse. Nous avons laissé notre rage exploser et une dizaine de cailloux a volé à travers leur vitres. Un peu de peinture est aussi venu égayer leur mornes façades.**

Pour un monde sans radiations

Dans le bois ou ailleurs on se tcheck le 3 et 4 mars.

## **Soutenir Bure, MAINTENANT**

Texte écrit en prévision de la manifestation du SAMEDI 24 FÉVRIER 15H PLACE BOUFFAYÀ NANTES.

Nous étions près de 300 personnes à répondre aux sirènes de Bure hier à Nantes, 4 ans jour pour jour après la manifestation fleuve du mouvement anti-aéroport dans les rues de la ville. Tout, une fois encore, a été organisé pour mettre en scène la fin annoncée de l'occupation du bois Lejuc. Le dispositif de 500 gendarmes pour moins de 50 personnes, les images dès l'aube de l'opération d'expulsion et bien sûr le discours ferme du gouvernement qui n'a pas manqué de reprendre les mots qui ont marqué l'échec de César en 2012 pour rétablir ce qui quelques années plus tôt avait échappé à l'histoire attendue.

« Enkystage », « zone de non droit », les termes sont choisis et sont lourds de sens. Ce que Macron veut laisser derrière lui n'est pas l'abandon que le mouvement anti-aéroport l'a contraint à prononcer mais le rétablissement de l'ordre républicain que ses prédécesseurs n'ont pas réussi à imposer. Et plus que tout il veut briser l'élan de la victoire, il veut montrer que Notre-Dame-des-Landes sera l'exception qui confirme la règle, à nous tous de lui prouver le contraire.

Il faut se rappeler aujourd'hui ce que furent les premiers jours de l'opération César, quelques dizaines d'occupants faisaient face à plusieurs centaines de gendarmes, des maisons étaient détruites, et le même story-telling médiatique renvoyait la lutte aux oubliettes de l'histoire. Il aura fallu près d'un mois d'acharnement sur le terrain, de rassemblements de soutien pour que le scénario se renverse, que la résistance s'enracine, et que César s'enlise.

À Bure cette nuit, des hiboux ont posé la première pierre de la résistance en réoccupant les arbres du bois Lejuc. Nous relayons les appels à converger pour soutenir l'occupation et appelons dès à présent à manifester dans le centre ville de Nantes samedi 24 février à 15h place Bouffay pour charger le carnaval des résistances appelé ce jour, de tout notre soutien pour la lutte contre la poubelle nucléaire.

Des habitants de la zad de Notre-Dame-des-Landes.

## **COMMUNIQUE STOP CIGEO/BURE : le Bois Lejuc réoccupé**

Le Bois Lejuc a choisi... il préfère les Chouettes Hiboux de Bure aux Rapaces du Gouvernement !

### **COMMUNIQUE COMMUN du 23 février 2018**

*Asodedra, Burestop55, Bure Zone Libre, Cedra52, Eodra, Habitants vigilants de Gondrecourt-le-Château, MNE, Mirabel LNE, et des Hiboux de Bure*

L'occupation au Bois ne cède pas, le soutien non plus

Ce qui ne pouvait qu'arriver arriva !

Aujourd'hui, des Chouettes Hiboux sont retournés dans le Bois Lejuc, chargés des émotions de la veille. Les images diffusées sur le site des Ziradiés et de Reporterre, que vous pouvez suivre en temps réel, apportent un regard nettement différent de celui d'hier sur cette forêt particulièrement animée depuis deux ans, lâchement abimée hier, mais ré-occupée aux aurores ce matin par celles et ceux qui l'aiment, la protègent, la vivent.

En expulsant 15 occupant-es du Bois Lejuc, tout un large mouvement de lutte s'était senti délogé. Lieu d'habitation, lieu de lutte stratégique, le Bois Lejuc est ancré dans le combat contre le projet Cigéo, nous permettant de matérialiser notre opposition, de la concrétiser physiquement, de développer et conserver un rapport charnel à la lutte. Il est aussi le premier territoire à défendre des pelleteuses de l'Andra.



Voir Sébastien Lecornu arpenter le Bois, marcher hier dans nos pas, fanfaronner dans la forêt pour remercier les 500 gendarmes d'avoir mené à terme l'opération autoritaire de démonstration de force ne pouvait pas être la détestable conclusion à la fabuleuse histoire qui s'y écrit depuis deux ans. Lire la prose de l'Andra qui déclare sans rougir qu'elle va enfin pouvoir "remettre la forêt en état" non plus.

« Nous ne lâchons rien et continuons à défendre la forêt. Hier, c'était une expulsion symbolique, une opération de communication du gouvernement. »

Répété sans relâche hier, concrétisé illico le lendemain !

A qui est-elle cette forêt ? Que notre enthousiasme à les savoir à la cime des arbres réchauffe nos victorieux-ses camarades !

Nous sommes toutes et tous des occupant-es du Bois Lejuc.

Nous sommes toutes et tous des Chouettes Hiboux.

Nous appelons donc chacun-e d'entre vous à vous rendre dans le Bois Lejuc ou à manifester votre soutien à celles et ceux qui y bravent actuellement froid, garde-mobiles et mauvaises intentions.

---

La réponse des opposant.es est aussi juridique : l'Etat de droit est bafoué par le gouvernement

Des infos sur "L'action du gouvernement à Bure est-elle légale ? Rien n'est moins sûr"

---

Et puis rappelons qu'hier soir, jour de l'expulsion du Bois, au moins 70 rassemblements de soutien ont eu lieu partout dans le pays et ailleurs !

---

## **UNE SEULE SOLUTION : RESTER ENSEMBLE !**

Constatation : ça sent vraiment pas bon, c'est la merde !!! peut être que ça l'est déjà depuis un bail, mais là, j'ai l'impression qu'on arrive à un moment critique, à un moment où on peut tout perdre ; et je parle pas seulement de nos cabanes, de là où on vit, mais de la force de notre mouvement, nos idéaux etc. Ceci n'est pas un texte objectif ; je ne vais pas chercher à exposer tous les points de vue et trouver des torts à tout le monde. Ce texte exprime mes ressentis sur ce que je vis ici depuis quelques mois, mes émotions et mon point de vue personnel.

J'voudrais commencer en parlant de ce que produit la ZAD en nous, les imaginaires et les fantasmes qu'elle fait naître. Le champ des possibles, le pouvoir de faire, la force de subversion (le fait de dénoncer et déstabiliser l'ordre établi), le QG d'une « force libertaire ?, révolutionnaire ?, anarchiste ? Communiste ? », un lieu de refuge. Autant d'idéaux que d'individu-es, autant de positions politiques que de rêves, autant de modes d'actions que d'objectifs. Avec, tout en haut, le credo suprême : « LA FORCE C'EST NOTRE DIVERSITE ».

J'ai cru en plein de choses en arrivant ici en aout 2015, en commençant par imaginer cet endroit comme une zone avec 250 vétérans de 2012, ultra-vénérés, qui passent l'essentiel de leur journée à faire des coks et préparer des assaults pour tout défoncer en ville..... Bon, autant dire que c'est pas vraiment ça. Plutôt ce que j'ai entendu de la part de celles et ceux qui ont participé/subi aux expulsions 2012 c'est : « en vrai si on a gagné, c'est parce qu'il y avait tellement de modes d'actions différents avec tellement de gens différents, que les keufs ont jamais su comment réagir, et c'était trop stylé ! C'était un moment trop intense et incroyable dans ma vie, mais j'ai tellement pas envie de revivre ça ».

Alors c'est quoi cette diversité ? C'est quoi ce truc avec plein de mondes et de réalités différentes qui veulent faire ensemble ? Et ça j'ai voulu, et je veux y croire. Si ce monde et cette société me donne peu d'espoir, j'aimerais au moins pouvoir croire en ici et en ce que ça représente. Laisse tomber l'émotion quand tu prends ton zad news au matin et plutôt que d'y trouver des messages d'embrouilles, de règlements de compte et de haine, ce sont des messages de soutien qui viennent de plein d'autres endroits dans le monde du genre : « wouah c'est trop bien c'que vous avez réussi à construire sur la ZAD en terme d'expériences agricoles et sociales. Ça serait trop bien si vous pouviez venir chez nous, nous expliquer comment « marche » votre vie en communauté ». Ba sérieux ça m'fout les larmes aux yeux de voir à quel point des gens compte sur ce qui se passe ici, à quel point ça peut être une source d'inspiration et de courage ; et en même temps j'ai grave la honte de voir à quel point on peut passer du temps à se pouiller, à alimenter de la rancœur, à ressasser les embrouilles du passé, à vivre autant dans la défiance les un-es des autres, à continuer à se considérer comme des ennemis.

Au final, je constate que notre mouvement, ce truc qui nous lie jusqu'à l'international, cette position politique de vouloir changer RADICALEMENT ce monde, et pas simplement modifier l'existant par-ci par-là, pour le rendre un peu plus acceptable, est bien une position MINORITAIRE, marginale, fragile. On est très peu, trop peu nombreu-ses. Et on en est là à se diviser soi-même. À critiquer ce que l'autre fait, dénoncer les pratiques qui sont pas les miennes et prouver (pour me rassurer ?) que je serais le/la plus radical-e.

Ouai, j'ai pas arrêté de changer ce que je portais politiquement ici. Sûrement parce que la DIVERSITE d'opinions politiques me faisait trouver du bon, de l'intérêt, de la logique, du respect dans tout ce que j'entendais. Je répète, tout ceci est personnel, mais j'ai trouvé de l'intérêt à remettre en question mes certitudes (qui en fait ne l'étaient pas tant que ça), à me retrouver face à des arguments où j'pouvais pas dire grand chose et surtout, à admettre mes contradictions, que je n'arrive pas à mettre en pratique toutes les choses trop stylées que j'ai pu voir en théorie (d'ailleurs pour info, si des gens cherchent un bon spot pour des vacances : en ce moment, en Théorie, il fait 29° à l'ombre, il n'y a pas de famine, et tout le monde est super sympa). C'est p'tète une facilité (une lâcheté ?), mais j'y arrive mieux, à essayer de faire de mon mieux que d'essayer de faire le mieux, d'avoir la seule solution.

J'ai la chance d'avoir pu rencontrer plein de gens ici, et je kiffe tellement avoir cette possibilité de choisir différentes ambiances, différents contextes, en fonction de gens ; c'est surtout ça ma richesse ici. J'arrive tellement pas à m'imaginer vivre avec juste mon ptit groupe affinitaire dans un squat en

ville, ou dans une ferme en campagne. Il me manquerait tellement ça, le fait de côtoyer toute la journée et tous les jours, des gens vraiment différents, qui ne sont pas uniformisé-es, qui se considèrent comme individu-es vivant-es et qui donc, de fait, considèrent les gens autour comme des individu-es vivant-es.

Et bien moi ça me fait mal quand j'entends des phrases hardcore du genre : « ouai ba les gens de l'est, ils ont qu'ça qu'à foutre que d'aller au non-marché. » « pfff mais demande pas une remorque ou quoi que ce soit aux gens de l'ouest. T'habites à l'Est, personne te donnera rien. » « nan j'en ai rien à foutre de la route. Ils voulaient les keufs, ils l'ont bien cherché. » « quoi t'habites au moulin ??? ah nan j'joue pas (de la musique) avec un type du CMDO. » « t'façon les agriculteurs ils nous méprisent. Dès qu'ils auront l'occasion, ils trouveront un prétexte pour dégager nos cabanes et récupérer leurs champs. » « en vrai la majorité des vegan sont casses-couilles » « de toute façon je suis plus fort que toi » « CMDO ce sont juste des appellistes-communistes-staliniens-productivistes-fascistes » « vous êtes des collabos ! » « t'façon les schlag ils s'organisent pas » « en fait, il y en a qui recherchent que ça le conflit et qu'il faut que ça pète à un moment ».

Et puis on en vient aussi à faire des trucs hardcore. Comme sur zone, le mot d'ordre qu'on entend c'est « j'ai le droit de m'exprimer et de dire ce que je veux », et bien je vais oser poser un truc. Je trouve ça choquant, malhonnête et finalement horrible d'utiliser le décès d'une camarade, une pote, pour appuyer et soutenir ses positions politiques, et surtout de l'exposer le 10 février devant plein de gens qui ne captent pas du tout, ou difficilement, ce qui se passe ici. J'me pose beaucoup de questions sur ce que ça peut signifier et ça m'fait flipper. Mais ça m'fait tout autant flipper de voir qu'on peut démonter une cabane alors qu'il ya un type encore perché en haut, et essayer de le faire descendre par la force en le tirant. Sûrement que cet épisode du démontage de Lama Faché était inévitable, mais j'pense que ça a permis de nous rendre compte de pas mal de choses sur nous mêmes.

Et on en arrive à cet amer sensation de devoir choisir un camp. Avec ce truc du « nous » et « vous ». Mais pourquoi ? Qu'est-ce que ça veut dire ? C'est qui ? Qui alimente ça ? C'est évident que l'on ne veut pas la même chose, qu'on n'a pas les mêmes attentes, les mêmes sensibilités et même carrément la même réalité. Il y aura toujours des gens qui ne sont pas d'accord, et c'est tant mieux. Le problème c'est qu'il n'y a aucune place au débat, ou en tout cas pas dans un objectif de trouver un compromis. L'idée est de faire passer ses idées, et si c'est pas possible, de saborder et décrédibiliser les idées « adverses ». Constater qu'il ya des désaccords d'idées qui mène peu à peu à une division c'est facile. Mais comment on empêche cette division ?

J'ai entendu très souvent, « c'est un problème de fond ; comme on est soit disant tout le temps dans l'urgence, on ne prend jamais le temps de parler du fond » et « on ne se connaît pas assez, il faut qu'on fasse des trucs pour se rencontrer ». Mais grave !!!! Et de dire qu'il faut d'autres espaces de discussions, autre que les réus, pour se rencontrer et échanger. À fond !!!! Mais sans dèc, on peut pas dire qu'il n'y a personne qui s'est penché sur la question, que ça n'existe pas déjà, et sous tellement de formes différentes. Que ce soit les AG, les réus, tous les « petits » espaces de discussions genre « les p'tits matins », les soirées belotte, les soirées concert, les soirées projections, les booms, les fest-noz, les teufs techno, les groupes de cultures et d'élevage, les chantiers collectifs

dans les champs pour la bouffe collective, ceux pour des constructions collectives, les chantiers des 4 saisons, la cantine de la ZAD, la Black-Plouc, Abracadaboïs, l'atelier d'écriture au studio, les ateliers méca, tous les groupes d'artisan-es, radio klaxon, le Zad News, la médic, l'automédia, etc.....Tous ces espaces ont été créés parce qu'à un moment quelqu'un-e s'est dit « j'aimerais bien que ça existe ». Et je pense qu'ici c'est un POUVOIR réel, celui de pouvoir faire, de pouvoir essayer.

Mais si ça pouvait être aussi simple. Depuis que je vis là, j'ai constaté 2 choses très chiantes et qui empêche cette liberté d'entreprendre, de se reconnaître dans ce qu'on fait, de se faire plaisir. Le manque de considération pour ceux qui ne pensent ou ne voient pas les choses comme moi, parce que j'y ai tellement réfléchi que j'comprends pas qu'on puisse remettre en question ce que je propose, que de toute façon ce sont mes convictions politiques, c'est ma lutte personnelle. Il faut que les choses aillent dans mon sens, ou celui de mon groupe affinitaire, et qu'en tout cas il faut avancer, il faut arrêter d'avoir peur, et qu'en fait, on n'a pas l'temps. En gros, des processus d'organisation et de décisions pourris, excluant (voir méprisant), en gros « j'en fais qu'à ma tête ». Puis, l'obsession de vouloir bloquer tous les projets, initiatives, ou même positions politiques qui ne sont pas aussi radicales que les miennes. De ne jamais rechercher le compromis (car c'est collaborer), mettre sur le même pied d'égalité des gens qui habitent ici, qui sont sensés être des camarades (cf début du texte quand je dis qu'on n'est vraiment pas nombreu-ses), avec les pires ordures qu'on combat ouvertement, genre les keufs, Vinci etc. Dire, « moi j'men fous j'suis anarchiste, tout-es ceux qui pensent pas comme moi sont des collabos et des ennemis ». En gros « j'en fais qu'à ma tête ».

Perso, j'ai trop kiffé la première journée des chantiers des 4 saisons en avril 2017. bon déjà il faisait super beau. Mais dans l'idée de répondre au besoin de se rencontrer et de faire des trucs ensemble, j'ai trouvé ça parfait. Juste en une journée, du fait que les chantiers n'étaient pas répartis essentiellement par groupes affinitaires, j'ai pu rencontrer plein de gens. Alors oui, il faut se mettre en jeu, sortir de sa zone de confort, travailler sur sa tolérance et ses a priori ; mais a priori (justement) ça fait pas mal. On a fait ensemble, en essayant de faire attention à tout le monde. On en a chié ensemble. On a entendu, vu et ressenti des trucs chiantes, on l'a dit, on a avancer dessus. Bref c'est pas ça l'enjeu ??? être capable de prouver que oui, on peut vivre et faire ensemble, même si on est différent-e, et ce, sans qu'il y ait de flics ou des Lois liberticides pour nous contrôler ??? et ba non !!! Il a fallu entendre que le projet de faire une fontaine au point d'eau de Gourbi était un « immonde projet » pour pas dire dégueulasse, et que « nous sommes Vinci » quand on coule du béton sur la route des fosses noires pour reboucher les trous.....c'est abusé, insultant et tellement gratuit !!!!

(j'trouve ça assez marrant, venant de la part de gens qui critiquent cette société et surtout son caractère réactionnaire à ne pas vouloir évoluer et changer, de voir que le moindre changement à la ZAD, ou le moindre projet, va être descendu, refusé, bloqué, parce que le changement ça impose....ba des changements dans nos vies, nos habitudes, que ça va titiller notre petit paradis personnel qu'on voudrait surtout pas qu'il change. De toujours ramener ça à soit.)

Et justement ! Quand est-ce qu'on en parle de cet « individu VS bien commun » ? A partir de quand mon individualité, mon intégrité, est piétinée par la nécessité de collectif, d'organisation collective ? A partir de quand on reproduit ce qu'on déteste, soit la dictature de la majorité sur la ou les minorités ? A partir de quand, notre excitation à entreprendre ensemble et à faire des trucs de ouf à plusieurs va à l'encontre de la considération de chacun-e, de ses propres attentes, ses ressentis, ses émotions, sa sensibilité ? Mais aussi, à partir de quand mes aspirations personnelles vont totalement à l'encontre de processus collectifs, et qu'une non-volonté de compromis amène obligatoirement à une position d'adversaire, une position conflictuelle. A partir de quand je reconnais cette position, de ne pas vouloir faire ensemble, de ne pas vouloir aller dans le sens des autres. A partir de quand mes choix personnels ont des conséquences sur les gens avec qui je cohabite de fait ? A partir de quand mes choix personnels mettent en danger les autres et je m'en tappe ? A partir de quand, si je reconnais l'importance de mon individualité et que je veux qu'elle soit respectée, je ne respecte pas l'individualité de ceux avec qui je ne partage pas les mêmes positions politiques ? A partir de quand la liberté se transforme en « j'ai le droit de faire ce que je veux » ? A partir de quand Libertaire mène à Libéral ?

Avec tout ce que j'ai pu entendre de part et d'autre, de pertinent, je n'y arrive pas, je ne veux pas choisir un camp. Et pour autant je ne veux pas qu'on me renvoie que je prends des positions « molles », que je veux être pote avec tout le monde, que j'arrête de faire la Suisse, que j'ai le cul entre deux chaises, que je n'arrive pas à faire un choix. Et non !!! j'ai fait un choix !!!! celui d'essayer de prendre en compte tout ce que j'entends justement. Le choix de ne pas croire aveuglément mes potes et de rencontrer des gens qui n'ont pas les mêmes objectifs que moi. Le choix de croire en cette diversité qui comprend plein de gens.....divers (sans déc), et donc de chercher des solutions dans ce sens, pour protéger le plus grand nombre de gens et d'idées, pour que cet espace puisse perdurer, pas en tant que tel (j'en ai strictement rien à battre de sa légalisation), pour continuer de véhiculer des idées politiques RADICALES et REVOLUTIONNAIRES. Et je trouve ça assez triste et affreux d'entendre et de voir toutes les critiques qu'on se fait entre nous à qui sera le/la plus radicale, le/la plus droite dans ses rangs, le/la plus irréprochable.

J'ai fait le choix de reconnaître que même si je me considère chez moi sur cette zone, même si je réclame un espace personnel (privé) pour y dormir, manger et vivre ou je veux pas qu'on me dicte ce que je dois y faire, cette zone ne m'appartient pas, pas plus qu'elle n'appartient à l'Etat, aux totos, aux schlags, aux appelistes, aux paysans, aux citoyenistes, ... Elle appartient, et je me bats pour ça, à un ensemble de gens qui s'y reconnaissent, qui croient en son potentiel, qui acceptent de la voir évoluer pourvu qu'elle nous appartienne. J'entends qu'en fonction de ce qu'on obtient pour la ZAD, plein de gens partiront parce qu'elles ne s'y retrouvent plus politiquement. Ba oui j'comprends c'est normal, mais en quoi c'est triste ? Pourquoi ne pas utiliser toutes ces énergies et ces volontés radicales ailleurs, partout où on manque cruellement de soutien ? Si on veut que cet endroit soit défendu par tous les moyens légaux et illégaux, il faut qu'il parle au plus grand nombre et donc aller dans le sens aussi de gens qui ne porte pas (ou pas encore) ces positions radicales. IL faut s'adapter. Travailler à s'adapter aux autres. Je n'ai pas peur de perdre notre potentiel subversif et offensif, car c'est en nous, c'est notre essence, c'est ce qu'on est. Personne ne t'empêche de répondre à la presse, de soutenir la réhabilitation de la D281, d'être habillé avec des habits colorés, d'accepter une

légalisation de la ZAD, ... et de aussi t'organiser avec ton groupe affinitaire pour aller niquer des banques, des commicos, des abattoirs, des chantiers partout, en ton nom, en tant qu'individu et/ou en revendiquant tes actions F.A.I ou F.R.I. Par contre je pense sincèrement que cet endroit offre un espace de rencontres et d'organisations inédit, pour préparer ce genre d'actions. Pourvu qu'il nous appartienne et qu'on ne soit plus sous la menace d'expulsions. Oui arracher ce luxe de pérennité. Le luxe de pouvoir imaginer un avenir pas trop pourri dans ce monde de merde.

Oui ce sont des paris. Des paris qu'on fait avec nos vies, avec nos limites collectives et personnelles. Ah c'est sûr que si on voyait l'avenir on ferait carrément moins d'erreur. Mais ne rien faire, parce que ça conduira forcément à des conséquences chiantes ou peu souhaitables, et attendre, est pour moi déjà une erreur. Je préfère me planter, je préfère être obligé d'admettre que j'ai merdé, que ce que j'ai pu porter politiquement bah c'était un peu de la merde. Je suis prêt à assumer tout ça tant qu'on le fait ENSEMBLE. Tant qu'on reste ENSEMBLE. Les ennemis ils ne sont pas sûr zone (à part les 2 ou 3 potentiel-les infiltré-es qu'on réussira bien par pécho un jour). Même si on doit rester vigilant-es à nos propres merdes, aux prises de pouvoir, aux processus pourris excluants, aux égo surdimensionnés et très mal placés ; les vrais ennemis sont en costard, en uniforme, derrière des bureaux, et du bon coté des barreaux.

Un.e occupant.e de la zad

## [Athens, Greece: Coordinated Molotov Attacks Against Riot Police in Exarcheia in Solidarity with Konstantinos Giagtzoglou](#)



25.02.18: Over the last two nights (Friday and Saturday) we carried out coordinated attacks with Molotov cocktails against the MAT (Riot Police) forces guarding Exarcheia. These attacks were a

sign of our full solidarity with anarchist Dinos Giagtzoglou who is on a hunger and thirst strike demanding to be transferred to Korydallos Prison. We will return tomorrow night.

**If Dinos suffers even the slightest injury we will burn the city...**

**Victory to the hunger and thirst strike of comrade Dinos Giagtzoglou.**

**Victory to the struggle of the prisoners.**

**Anarchists**

(via [Athens Indymedia](#), translated by **Insurrection News**)

## **Mardi Gris pour l'Andra ! Rendez-vous sur la Coulée verte pour faire couler CIGEO (Bure) !**

Rassemblement carnavalesque mardi 27 février à Chatenay-Malabry, RER-B Robinson, sur la Coulée verte vers le Sud pour aller chanter sous les fenêtres de l'Andra....

**Toutes et tous sur la Coulée verte pour faire couler CIGEO !**

**Projet Cigéo à Bure : non à l'enfouissement des déchets radioactifs !**

En réponse à l'opération de police du 22 février, qui s'est soldée par l'expulsion des occupant-es du bois Lejuc et par la criminalisation des opposant-es au projet Cigéo (2 camarades dorment en prison jusqu'à leur procès du 19 mars !), le comité de soutien à Bure Paris-IDF invite toutes les chouettes hulottes et hiboux d'IDF et de Paris à un rassemblement carnavalesque mardi 27 février pour faire sa fête à l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra).

Le lieu du rendez-vous est sur la « Coulée verte », venez en vélo, en roller, en poussette, en trotinette ou à pied, nous irons chanter sous les fenêtres du vaisseau amiral de l'Andra.

Andra Dégage ! Résistance et Abordage !

Préparez vos plus beaux masques, vos chansons, vos casseroles et vos thermos !

**Mardi 27 février à partir de 16h**

LIEU du rendez-vous : 95 rue HOURDAN, 92290 Chatenay-Malabry, sur la Coulée verte.

Pour venir, le plus simple est le RER-B, terminus ROBINSON (toutes les 15 m<sup>n</sup> de Chatelet), sortie Av. de la Gare, monter sur la droite vers la rue Hourdan, puis la prendre à gauche pendant 300m jusqu'au croisement avec la Coulée verte !

Cf. le plan du rendez-vous sur <https://paris.demosphere.eu/rv/60318>

Infos sur Bure : <https://vmc.camp>

Contact du comité de soutien à Bure Paris-IDF :

comitebureparisidf(AT)riseup.net



## Nantes, 24 février : Carnaval contre les forces du mal

Un château fort surplombé par un poulet rôti au visage du ministre de l'Intérieur, à côté d'une effigie de Macron de plusieurs mètres de haut. Des hôtes de l'air anti-aéroport, et des masques de toutes les formes et de toutes les couleurs. Un héron suspendu en l'air. Des masques de hiboux, en soutien aux occupants de Bure. Des kilos de confettis propulsés par des canons artisanaux. Une batucada qui bat le rythme de la manifestation. Le crépitement des feux d'artifice et des fumigènes sans interruption. Un avion qui crache un épais panache de fumée noire autour du cortège, avant de s'écraser sur l'asphalte. Des gendarmes en surnombre, colorés par des impacts de peinture. Quelques chasubles rouges de la CGT. Le président du carnaval, en costard, écharpe tricolore et cagoule. Les résistances présentes et à venir convergent.



Une atmosphère festive et créative s'est invitée les rues de Nantes, samedi 24 février. Comme lorsque la puissance du mouvement anti-aéroport ou l'imaginaire du cortège de tête déferlent dans la ville. Une énergie qui fait sourire les passants, ou pousse un badaud à applaudir le cortège, et à rejoindre le carnaval. Mais avec près de deux policiers par manifestants, avec un hélicoptère, des matraquages et des tirs de grenades gratuits, la fête a été gâchée par la police. Avant même le départ du défilé, plusieurs arrestations particulièrement violentes et gratuites avaient déjà été commises.

Face aux sourires, à la musique et aux créations, la police n'a fait que frapper, arracher les banderoles, voler les chars, enfermer des manifestants, asphyxier des passants, nasser des militants. Un régime prêt à déployer plusieurs centaines d'hommes armés pour écraser un défilé caravalesque à Nantes, ou à envoyer 500 gendarmes pour déloger quelques cabanes dans la Meuse, est un régime qui touche à sa fin.

Organiser un carnaval est une tentative de dépasser les rituels répétitifs des manifestations classiques, et de surprendre le dispositif répressif. Ridiculiser la police est un objectif largement atteint par cette journée. Mais les marges de liberté pour défiler à Nantes sont à présent quasiment

réduites à néant. La police mène une guerre de territoire, par la terreur. L'enjeu des semaines qui viennent sera d'enrayer ensemble la volonté du pouvoir d'étouffer préventivement toute révolte.

## Récit de l'occupation de la direction générale du développement du conseil départemental du Gard



Récit de l'[occupation de la direction générale du développement du conseil départemental du Gard](#) pour exiger l'accès au RSA des ressortissants européens et l'assouplissement du règlement du RSA du Gard–  
12/02/2018

Le lundi 12 février, nous avons occupé les locaux de la direction générale du développement social du Conseil Départemental du Gard à une trentaine pour exiger :

- La remise immédiate du RSA aux ressortissants européens qui se le sont vus refuser,
- L'égalité de traitement quels que soient leur nationalité et le département où ils vivent,
- La fin des contrôles des allocataires et des coupes budgétaires touchant les aides sociales.

L'occupation visait :

- En particulier à obtenir des avancées pour les RSA de plusieurs personnes européennes qui galèrent parfois depuis des années et ont contacté le collectif.
- De manière générale, à mettre la pression sur le Conseil Départemental (CD) pour que celui-ci modifie favorablement le règlement départemental pour l'attribution du RSA. Ce règlement est particulièrement restrictif comme l'ont reconnu les directeurs des services sociaux. Il apparaît clairement qu'il y a une volonté de limiter l'accès au RSA pour certaines personnes qui verront leurs demandes directement instruites par le CD et non seulement par la CAF, comme c'est le cas pour la majorité des allocataires.

Ces restrictions sont la conséquence des coupes budgétaires appliquées dans toutes les collectivités locales, résultat de l'austérité proclamée par l'État. Ces mesures d'économie ne touchent évidemment que les pauvres, les travailleurs, les chômeurs, les RSAs, les retraités...

Après notre arrivée dans les locaux, le directeur du service, M. Nicolas, est arrivé. Celui-ci ne voulait pas négocier seul ni au milieu de nous tous. Il a donc fait venir son supérieur, le directeur général, M. Eyrault. En attendant son arrivée, nous sortons thermos de café et casse-croûtes. Les sacs de couchage ne sont pas loin, au cas où ! Finalement, l'entrevue a lieu dans un bureau, porte ouverte, à proximité de l'accueil occupé. Ainsi, la plupart d'entre nous ont pu y participer. Les deux directeurs ont eu bien du mal à expliquer les choix effectués mais se sont appuyés sur le règlement

voité par les conseillers départementaux au mépris des textes européens et nationaux. Ces derniers sont évidemment bien limitatifs eux-mêmes, mais ils nous donnaient un point d'appui légal.



Occupation de la direction générale du développement du conseil départemental du Gard  
12/02/2018

Une nouvelle fois, nous avons exprimé nos exigences. Les deux directeurs sont alors retournés dans leur bureau. Ils en sont redescendus quelque temps après avec de soi-disantes propositions. S'agissant de la situation spécifique d'une personne, nous avons accepté d'être reçus à 3 dans un bureau, fermé cette fois-ci. Ils nous ont informés que le dossier d'une des personnes que nous accompagnions a été traité positivement (même si des documents complémentaires lui sont demandés, à suivre). Les demandes concernant le règlement vont remonter auprès des conseillers départementaux au travers de propositions « d'assouplissement » faites par les services sociaux du CD. Les conseillers se réunissent en assemblée début avril, il s'agira de voir si ces propositions sont bien à l'ordre du jour et veiller à ce que leurs décisions aillent dans le bon sens. La demande de rencontrer le président du CD, M. Bouad, a été transmise à son secrétariat, nous verrons par la suite, comment il y répond.

Enfin, la situation de Javier est évoquée. La seule proposition qu'ils offrent à Javier est de demander à la préfecture d'avancer son rendez-vous pour l'obtention d'un titre de séjour. Bref, ils renvoient la décision à une autre administration. Ils nous assurent aussi que son dossier sera réexaminé dans les 48h. Ne pouvant nous contenter de cette absence de réponse, nous décidons de rester !

Entre temps, des journalistes du Midi Libre viennent constater l'occupation et interviewer quelques membres du collectif ([voir article](#)). Quelques heures plus tard, des journalistes de France 3 Gard arrivent sur place. Dans le même temps, une trentaine de policiers équipés rentrent dans le hall. Nous constaterons quelques instants plus tard que des gendarmes sont aussi présents à l'extérieur. Une autre interview a lieu avec France 3 ([voir le sujet](#)).

Parallèlement, la commissaire nous montre les documents de demande d'expulsion du président du CD, M. Bouad. Voilà une façon bien cavalière de répondre à notre demande de rendez-vous ! Le préfet donne l'ordre d'expulsion. Nous décidons de ne pas résister vu le faible rapport de force. Après avoir récupéré nos affaires, nous sortons en criant des slogans : « *Bouad au RSA* », « *un rendez-vous c'est pas une expulsion* », « *A bas les refus de RSA* »... Nous restons quelque temps devant les locaux des services du CD puis on se dirige vers la préfecture et le bâtiment principal du CD. Arrivés devant les portes, la police nous ayant suivi de loin, nous constatons que les grilles ont été fermées. Une fois encore on crie nos slogans, le bâtiment est bouclé, nous finissons par rebrousser chemin.

Ainsi, nous avons obtenu :

- L'attribution du RSA pour une personne qui n'arrivait pas à obtenir de réponse,
- De faire connaître plus largement ces problèmes auxquels sont confrontés les ressortissants européens pour l'attribution du RSA dans le Gard,
- D'accroître le rapport de force face aux décideurs et administrations du CD sur cette question et notamment sur le dossier de Javier.

Malheureusement, toujours pas d'avancée pour Javier. Suite à l'action d'occupation, il a reçu, le jeudi 15 février, un nouveau refus d'attribution du RSA, pas plus motivé que le précédent ! Les directeurs et leurs services ne semblent pas avoir réellement réexaminé le dossier.

Évidemment, ils affirment ne pas vouloir céder devant une intervention collective et se cachent derrière un règlement départemental particulièrement restrictif. De plus, un procès étant en cours au Tribunal Administratif sur ce dossier, ils ne veulent pas attribuer le RSA à Javier, ce qui pourrait être interprété comme une remise en cause de leur décision précédente.

Le CD et les directeurs des administrations de gestion sociale ne tiennent pas compte de la difficulté des situations vécues par tant de personnes. Ils accordent ou non les allocations en statuant sur des chiffres, documents administratifs et règlements qui ne peuvent représenter la réalité de nos situations. Et face à la détermination d'actions collectives ils n'hésitent pas à envoyer les forces armées. Mais Mr Bouad n'a rien résolu par cette expulsion.

Cette action et la réaction du CD ne nous démotivent pas, bien au contraire. Nous savons que des rapports de force sont à construire pour mettre un frein à ces politiques répressives et discriminatoires, au niveau du département et plus largement. Nous continuerons à lutter contre le flicage et les attaques sur les allocataires, les chômeurs... qui visent à faire des économies sur notre dos.

**Nous attendons donc un rendez-vous avec le président du CD, M. Bouad. Nous demandons la modification du règlement départemental de l'allocation RSA. Nous entendons rester actifs en poursuivant la lutte et appelons donc chacun à y prendre part en nous rejoignant ou en multipliant les initiatives sur ce sujet.**

Prochain rendez-vous pour décider de la suite des événements : **réunion le vendredi 9 mars à 19h, au local La Rétive, 42 faubourg d'Auvergne, Alès.**

## **Des travailleurs, chômeurs, précaires énervés**

### **Pour le dépassement de la lutte étudiante**

Communiqué parodique du prestigieux Seum au sujet de la grève étudiante à Montpellier.

Communiqué parodique du prestigieux Seum au sujet de la grève étudiante à Montpellier.

Nous n'avons pas besoin de nous faire passer pour un parti de masse pour voir notre ligne politique triompher. [La grève et le blocage de la fac Paul-Valéry](#) à Montpellier montre une évidence : nous avons toujours eu raison.

Seule la grève permet de construire un véritable mouvement de masse. La pédagogie et l'information restent anecdotiques par rapport à l'action. C'est sur les piquets de grève que se forment les consciences critiques, et non pas en subissant les [vidéos d'Usul](#) ou les pitreries de [François Ruffin](#).

Mais nous regrettons un mouvement encore trop encadré par des apprentis bureaucrates. Ils distillent une propagande réformiste et corporatiste. Ils veulent demander à l'Etat plus de moyens pour l'Université. Nous sommes contre l'Etat et l'Université qui justifient la reproduction d'une société de classes. Nous ne nous battons pas pour que des étudiants puissent embrasser l'existence grisâtre du [cadre moyen](#). Nous ne croyons pas au mythe de la réussite sociale, ni souhaitable ni même possible. Nous luttons pour une société sans hiérarchies et sans inégalités sociales.

Nous critiquons les AG interminables et ennuyeuses, le formalisme et le folklore des politiciens. Nous ne voulons pas d'un Parlement des étudiants dirigés par les futurs cadres de la [France insoumise](#). Nous voulons des assemblées de lutte. Ce sont les personnes qui luttent qui doivent s'organiser à la base, sans hiérarchie et de manière autonome. C'est lorsque les étudiantes et étudiants sans étiquette idéologique prendrons le contrôle du mouvement qu'il pourra s'étendre et se dépasser. C'est de la libre réflexion collective que doit sortir la stratégie de lutte. Nous encourageons la spontanéité, la créativité et toutes les révoltes.

Nous ne recrutons pas, nous ne vendons pas de cartes d'adhérents ni de bulletins de vote. Nous refusons les drapeaux et les logos. Nous n'intervenons pas en tant que militants gauchistes. Nous luttons en tant qu'exploités qui participent à un mouvement bien plus large. Nous décidons notre autodissolution dans cette révolte.

Nous sommes le mouvement autonome de tous les exploités. Nous voulons créer des liens entre les étudiants, les précaires et les salariés. Nous sommes pour la coordination des luttes et leur extension vers la révolution sociale. Le plaisir de la révolte doit réinventer la révolte pour un monde plaisirs.

Nous sommes le mouvement qui abolit l'ordre existant.

Nous sommes le Seum.

Trouvé sur la page burlesque du [Seum](#) (Syndicat des enrégés universitaires de Montpellier)



# grece

## Grèce : Sur la grève de la faim de Konstantinos Yiagtzoglou et la solidarité

*Insurrection News / jeudi 22 février 2018*

Aujourd'hui, 21 février 2018, le prisonnier anarchiste [Konstantinos Yiagtzoglou](#) commence une grève de la faim pour exiger son transfert de la prison de Larissa à celle de Korydallos [à Athènes; NdAtt.], suite au rejet de sa demande de la part du Comité Central des Transferts. A l'heure actuelle, il se trouve à Korydallos, où il est arrivé hier, pour un procès en cours. Dans les prochains jours un texte du compagnon suivra.

*[Une assemblée pour organiser des actions en solidarité a eu lieu à Polytechnique jeudi 22 février]*

### **Quelques mots à propos du cas de l'anarchiste prisonnier Konstantinos Yiagtzoglou**

Le compagnon anarchiste Konstantinos Yiagtzoglou a été arrêté le 28 octobre 2017, alors qu'il sortait d'une planque louée sous une fausse identité, transportant des armes à feu et de l'explosif. Dinos est accusé d'être membre de la Conspiration des Cellules de Feu et d'avoir envoyé des colis piégés à plusieurs fonctionnaires de l'UE, dont l'ex premier ministre grec Loukas Papadimos [*gravement blessé par une lettre piégée explosée dans sa voiture blindée, le 25 mai 2017; NdAtt.*]. Les accusations des flics sont basées sur un échantillon d'ADN mélangé et sur le fait que Dinos avait des parloirs avec un anarchiste qui était emprisonné à Korydallos, en 2013. Le compagnon a déclaré que l'appartement et le transfert de matériel faisaient partie de la « solidarité révolutionnaire » et a nié les autres accusations.

Les autorités judiciaires veulent l'isoler, en le maintenant en détention préventive dans la taule de Larissa, ville qui se trouve à 355 km d'Athènes, où vivent sa famille et ses amis. Dinos a été transféré dans la prison de Korydallos il y a quelques jours pour être jugé pour une vieille affaire (il avait été arrêté à Athènes en 2001, lors d'affrontements intenses avec les flics anti-émeute). Pendant qu'il était là, il a été informé du rejet, de la part du Comité Central des Transfert des Prisonniers, de sa demande de rester à Athènes (dans la taule de Korydallos) jusqu'à son nouveau procès. En réponse, le compagnon a décidé d'entamer une grève de la faim à partir de mercredi 21 février, afin d'obtenir son transfert définitif à Korydallos.

\*\*\*\*\*

## **Konstantinos Yiagtzoglou enlevé de force de sa cellule par les flics de l'anti-terrorisme**

*[Insurrection News](#) / samedi 24 février 2018*

MAJ n°1 : Aujourd'hui à 6h45 les flics de l'EKAM (unité spéciale anti-terrorisme) ont investi la prison de Korydallos et violemment enlevé le prisonnier Konstantinos Yiagtzoglou, en grève de la faim. Konstantinos a résisté le mieux qu'il a pu pendant que les hommes masqués de l'EKAM entraient dans sa cellule et l'agressaient. Après ils lui ont mis les menottes et l'ont tiré de force en dehors de sa cellule, alors qu'il était tombé dans les vapes à la suite de l'agression. Cette section de la prison a été bloquée par flics et matons, mais les prisonniers ont tapé sur les portes et insulté les flics. La section est encore bloquée.

MAJ n°2 : Dès que Konstantinos a été enlevé de sa cellule, il a été pris en charge par une équipe de transferts spéciale, accompagné par des membres armés de l'EKAM. Le compagnon a été kidnappé sans même lui laisser le temps de prendre ses habits, ses affaires ou ses médicaments.

La section A est encore bloquée et les autorités ont peur de la réaction des prisonniers. C'est la deuxième fois en un mois que les flics de l'EKAM enlèvent des prisonniers faisant la grève de la faim. Tout cela sous le gouvernement soi-disant de gauche et « des droits de l'homme » de Syriza.

\*\*\*\*\*

## **Les prisonniers de Korydallos volent clés et talkiewalkies aux matons**

*[Insurrection News](#) / samedi 24 février 2018*



C'est l'émeute à la prison de Korydallos, suite à l'enlèvement de Konstantinos Yiagtzoglou. Les sections A, D et peut-être C bougent en réponse à l'enlèvement du compagnon en grève de la faim.

Les prisonniers ont volé des clés et un talkiewalkie aux matons. Il y a une mobilisation en cours des prisonniers, qui demandent le retour de Konstantinos à Korydallos.

Il demandent aussi que des représentants du gouvernement se rendent dans la taule.

Le Réseau de solidarité avec les prisonniers a annoncé via Twitter que les prisonniers en révolte contrôlent la plus grosse partie de la prison de Korydallos.

\*\*\*\*\*



## **Quelques attaques en solidarité avec Konstantinos ces derniers mois.**

*[Insurrection News](#) / samedi 24 février 2018*

– Un groupe nommé « Fissures dans la normalité » a fortement endommagé deux bureaux de Syriza (le parti plus important de la coalition de gouvernement) et un bureau de poste, à Athènes, le 26 janvier 2018.

– Une cellule de la FAI/FRI nommé « Cellules révolutionnaires d'action » a placé un engin incendiaire devant une agence de la Pyraeus Bank à Athènes, le 26 janvier 2018.

– Un groupe nommé « Destructeurs de la paix sociale » a fortement vandalisé un bureau de poste et une agence de la Pyraeus Bank à Athènes, le 18 janvier 2018

– Une cellule de la FAI/FRI a placé un engin incendiaire devant un bureau de la poste de Patras (Grèce occidentale), le 6 janvier 2018.

– Un groupe nommé « Cellule anarchiste destruction de l'existant » a incendié un transformateur électrique appartenant à l'OTE, la Compagnie nationale de télécommunications, à Thessalonique, le 14 décembre 2017.

*NdAtt. : [le 27 décembre à Paris](#) une voiture du corps diplomatique a été incendiée, en solidarité avec plusieurs anarchistes en prison à travers l'Europe, dont Konstantinos. Revendiqué par « des rennes en vadrouille ».*

## **[Athens, Greece: Attack Against the HQ of Novartis by Anarchist Collective Rouvikonas](#)**



Today, Sunday, February 2nd, 2018 at 06:00 a group of comrades from Anarchist Collective Rouvikonas attacked the headquarters of Novartis in Athens using hammers and bottles of paint.

Novartis is a mutli-billion dollar multinational corporation that does business in the pharmaceutical sector. This monstrous company stands accused in many countries throughout the world in multiple cases of corruption, manipulation of the medicine market and money laundering.

In Greece, the so-called Novartis Gate involves politicians, directors of the health sector and several hundred doctors. The total loss for the public health sector caused by the activities of the company are estimated at being between 28 to 50 billion Euros over a period of 10 to 15 years.

We took this action to declare our opposition to such activities as they are against the public interest.

[Video of Action Here](#)

*Note from **Insurrection News**: Novartis is also linked to Huntington Life Sciences. A campaign began in the late 1990s against Huntington Life Sciences who ran the largest vivisection laboratory in Europe, where thousands of animals were deprived of their freedom and subjected to continuous torture for the economic benefit of a few companies. More info:*

<http://earthfirstjournal.org/newswire/2014/08/12/shac-ends-we-made-history-the-future-is-ours/>